



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 27 – 01 AVRIL 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

MALI :
LE FRANÇAIS
GEOCOTON
SIGNE UN
CONTRAT
DE 52 M EUR
AVEC LA CMDT

ERIC-BASTIEN
BALLOUHEY
(GRANDS MOULINS DE
MAURITANIE,
ROUGIER)
SE DIVERSIFIE

CAPITAL-
INVESTISSEMENT :
L'AFIC LANCE SON
CLUB AFRIQUE A
ABIDJAN

DEUX DEMANDES DE
LICENCE
D'INSTALLATION DE
REACTEURS
NUCLEAIRES DEPOSEES
PAR ESKOM EN
AFRIQUE DU SUD

TECHNIP REMPORTE
UN CONTRAT AVEC
TOTAL EN ANGOLA

CAMEROUN :
10 CHANTIERS POUR
AMELIORER LE CLIMAT
DES AFFAIRES

LE GROUPE CEGID
(JM AULAS) INSTALLE
SON BUREAU AFRIQUE
EN COTE D'IVOIRE

NIGERIA :
RACHAT DU SITE DE
COMMERCE
ELECTRONIQUE
DEALDEY PAR RINGIER
AFRICA

LE CONTRAT POUR LE
PROJET EOLIEN DE
TURKANA (KENYA)
REMPORTE PAR
BOLLORE AFRICA
LOGISTICS



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ACTUALITE REGIONALE

▼ La Côte d'Ivoire présente aux Nations Unies un amendement à sa demande d'extension du plateau continental au-delà de 200 milles marins

Le 24 mars, la Côte d'Ivoire, assistée des cabinets Gide et ADK, a remis à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU un amendement à sa demande d'extension du plateau continental au-delà de 200 milles marins dans l'océan Atlantique, aux fins d'étendre son accès aux ressources des fonds marins. Cet amendement vient compléter la demande originelle effectuée en mai 2009, sur la base de données techniques nouvellement analysées. Le dossier sera examiné par la Commission sur les Limites du Plateau Continental instituée par la Convention, composée d'un corps d'experts en charge d'évaluer et de valider les demandes des Etats.

✉ pitron@gide.com

▼ Regain de tension entre les deux Soudan

Le Soudan accuse le Soudan du Sud d'avoir reçu la direction du mouvement rebelle soudanais SPLM-N et menace de fermer à nouveau la frontière entre les deux pays et de ne plus offrir les soins de santé et l'éducation aux 170 000 Soudanais du Sud installés depuis décembre 2013 au Soudan. De son côté le Soudan du sud reproche à son voisin d'aider l'opposition armée sud-soudanaise à prendre le contrôle de la frontière. Le nord du Soudan du Sud est largement approvisionné par des produits de contrebande du Soudan, en particulier ceux qui sont subventionnés, essence et pain.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Le groupe Cegid installe son bureau Afrique subsaharienne à Abidjan

Le groupe français Cegid (Compagnie européenne de gestion par l'informatique décentralisée) vient d'ouvrir un bureau à Abidjan pour gérer les 35 partenaires qu'il compte en Afrique subsaharienne. L'installation officielle de ce bureau s'est faite le 29 mars en présence de Jean-Michel Aulas, fondateur du groupe et président de l'Olympique Lyonnais, et de Bruno Koné, ministre des TIC. Elle marque l'ambition du groupe de renforcer ses positions sur le continent. Pour cette première année, Cegid espère réaliser 2,5 M EUR de chiffre d'affaires et table sur 10 M EUR dès 2018. En Afrique, Cegid détient le contrat de gestion de la paie de la police nationale en République démocratique du Congo.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ La BOAD octroie un financement global d'environ 180 M EUR aux économies de la zone

Le conseil d'administration de la Banque Ouest-Africaine de développement (BOAD) vient d'approuver huit prêts, d'un montant global de 180 M EUR, destinés à financer partiellement plusieurs projets de développement dans la région. Parmi ces projets figurent : la phase du programme prioritaire de désenclavement (Sénégal 30 M EUR), le pavage de rues et assainissement dans 20 communes du Bénin (30 M EUR), la construction de la centrale thermique de Gorou-Banda 100 MW (Niger, 23 M EUR). La BOAD a également approuvé une prise de participation pour un montant de 15 M EUR au fonds d'investissement dédié au développement des services financiers dans l'UEMOA.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Capital-investissement : l'AFIC lance son premier Club Afrique à Abidjan**

L'Association française des investisseurs pour la croissance (AFIC) vient de procéder au lancement de son premier Club Afrique à Abidjan, en collaboration avec la Bourse régionale (BRVM) et Ernst & Young. L'AFIC est une plateforme qui vise à favoriser la promotion du capital-investissement auprès des investisseurs institutionnels, des entrepreneurs, des leaders d'opinion et des pouvoirs publics africains. Elle a vocation à réunir les écosystèmes du capital-investissement français et africain dans le but de promouvoir l'accompagnement du développement des entreprises africaines.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les préconisations des pays d'Afrique centrale rendraient difficile la mise en œuvre de l'APE d'étape Cameroun-UE**

La 38^{ème} session du comité régional de coordination des négociations de l'APE s'est tenue à Douala du 23 au 29 mars 2016. Elle a travaillé sur la mise œuvre des recommandations des ministres de la région en charge des négociations. Ces recommandations n'ont pas été clairement précisées, mais selon Pascal Youbi-Lagha, président du Comité, l'opposition des Etats à l'annulation du tarif extérieur commun pour le Cameroun est claire tant qu'un accord régional n'est pas signé. Le comité annonce la finalisation des termes de l'accord à l'issue des rencontres de Brazzaville en avril et de Sao Tome en juin 2016, mais un nouveau retard du calendrier est craint par de nombreux observateurs.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : nouvelle accélération des prix en février, au plus haut depuis 7 ans

En février, le taux d'inflation a fortement crû, à +7,0 % en g.a après +6,2 % en janvier, au-delà des anticipations des marchés (+6,8 %), et à son plus haut niveau depuis 7 ans. En rythme mensuel, les prix ont sensiblement augmenté, de +1,4 % après +0,8 %. L'accélération des prix résulte avant tout de la forte hausse des prix de l'alimentation, conséquence de la sécheresse, de +8,8 % après +7,0 % en janvier. La Banque centrale a confirmé que sa cible de 3-6 % serait probablement dépassée cette année, avec une inflation moyenne attendue à 6,6 %.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : révision du mode d'allocation des devises et poursuite de la baisse du kwanza

En réponse au manque persistant de devises, la Banque centrale a annoncé revenir au mode de sessions périodiques de devises aux agents économiques, dont la responsabilité de la distribution avait été confiée au secteur bancaire l'an passé. Les montants alloués seront déterminés périodiquement suivant le pourcentage de prêts octroyés par chaque établissement avec pour finalité de financer des opérations spécifiques. La Banque centrale a réaffirmé son rôle de supervision en précisant qu'un suivi serait réalisé sur l'usage effectif des devises. A noter que le taux de change officiel du kwanza reste orienté à la baisse avec un repli de 0,6 % face au dollar à 160,697 AOA (cours vendeur).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : prévision de croissance 2016 fortement revue à la baisse

The Economist Intelligence Unit (EIU) a revu très fortement à la baisse le taux de croissance de l'Angola pour 2016 à 1,1 %, en raison d'un prix moyen du baril à 42,9 USD et d'une production pétrolière en repli par rapport aux prévisions budgétaires. C'est de loin l'estimation la plus faible de l'ensemble des institutions financières internationales, le gouvernement tablant sur une croissance de 3,3 %, qui repose sur une prévision de croissance des activités non pétrolières, notamment agricoles (+4,6 %). Selon l'EIU, le taux d'inflation devrait atteindre 14,7 % en 2016, contre 10,3 % en 2015, avant de retomber aux alentours de 8,4 % après 2017, grâce à une maîtrise des dépenses publiques et privées et un prix du pétrole plus allant en 2018.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : objectif non atteint pour les recettes en devises

D'après le ministère du Commerce, les objectifs en termes de recettes de devises pour les sept premiers mois de l'année fiscale 2015/2016 n'ont pas été atteints. Les exportations ont jusqu'à présent rapporté 1,51 Md USD, contre une prévision de 2,1 Mds USD. Les plus mauvaises performances enregistrées concernent les exportations de minéraux, produits alimentaires et transformés à base de fruits, boissons, ainsi que de produits métallurgiques, inférieures de 50 % aux objectifs du gouvernement. Pour rappel, les échanges extérieurs de l'Ethiopie sont très déséquilibrés : ils représentaient 2,4 Mds EUR d'exportations pour 14,6 Mds EUR d'importations en 2015. Le pays fait ainsi face à un déficit chronique de devises.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : nouveau programme de précaution de 1,5 Md USD validé par le FMI**

Le Conseil d'administration du FMI a accordé au Kenya une nouvelle ligne de crédit précaution de 1,5 Md USD (196 % de la quote-part) pour 24 mois, financée par une combinaison de Stand-By-Arrangement (SBA) et de Standby Credit Facility (SCF). Cette dernière a une vocation assurantielle, destinée à être utilisée uniquement en cas de choc extérieur. Les objectifs associés du programme portent en particulier sur la réduction du déficit budgétaire – de 8,3 % du PIB en 2015 à 3,8 % du PIB en 2018 - via une hausse des recettes et une limitation des dépenses courantes. Un autre objectif est la mise en place d'un cadre de politique monétaire centré sur le ciblage de l'inflation.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : évaluation du SMP et visite de la Directrice Afrique du FMI**

La première évaluation de la mise en œuvre du programme de référence (SMP) par le FMI, du 2 au 11 mars 2016, a tiré des conclusions contrastées mais globalement satisfaisantes en termes de recettes fiscales. Cette mission a été suivie d'une visite, du 16 au 18 mars d'Antoinette Sayeh, Directrice du Département Afrique du FMI, qui a notamment souligné la nécessité d'intensifier les réformes pour consolider la croissance, renforcer le système financier, améliorer la gouvernance et lutter contre la corruption. Une nouvelle mission du FMI évaluera en juin les résultats du SMP et les efforts du gouvernement malgache en vue d'envisager l'opportunité de négocier un programme triennal de Facilité Élargie de Crédit (FEC).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : la Banque centrale mise sur un retour de la croissance en 2017**

Selon la Banque centrale de Maurice, la croissance du PIB devrait rester limitée au moins jusqu'en 2017, après un taux de 3,4 % en 2015 et un niveau de 3,8 % attendu en 2016, conforme aux projections des organisations internationales. La BoM estime que la croissance à Maurice est en dessous de son potentiel, compte-tenu du faible niveau de l'investissement. La baisse du coût des matières premières sur les marchés internationaux et la « mollesse » persistante de l'économie locale font que le niveau actuel de l'inflation reste faible, soit entre 1,2 et 1,3 %. La Banque centrale estime toutefois que l'inflation pourrait remonter à 2,3 % en 2016, puis à 3,3 % en 2017.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : hausse sensible des échanges avec la SADC**

Selon *Statistics Mauritius*, le volume cumulé des échanges de Maurice avec les pays de la SADC serait passé de 690 M EUR en 2014 à 790 M EUR en 2015, soit une hausse de 14 %. Les exportations vers la sous-région (+19 %) ayant progressé plus nettement que les importations (+11 %), le déficit commercial de Maurice avec les pays de l'Afrique australe s'est réduit à quelque 50 M EUR. Ce résultat est dû principalement à une meilleure performance de Maurice sur le marché sud-africain qui a absorbé en 2015 pour 19 M EUR de biens (15 M EUR en 2014). Dans le même temps, les exportations mauriciennes vers Madagascar (14 M EUR) ont progressé de 6 %.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : 6,9 % de croissance du PIB rwandais pour 2015**

Selon les chiffres publiés par l'Institut National des Statistiques du Rwanda le PIB du pays a progressé de 6,9 % en 2015, soit une croissance légèrement inférieure à celle de 2014, qui était de 7 %. Cette croissance est notamment portée par les services et l'industrie, qui ont crû de 7 %, alors que l'agriculture n'a enregistré que 5 % de croissance. Ils représentent respectivement 47 %, 14 % et 33 % du PIB. Cette hausse est notamment entretenue par les 11 % d'augmentation des exportations de café et 16 % de croissance du secteur des nouvelles technologies. Le secteur minier connaît quant à lui une baisse de 9 %, en raison des fluctuations des prix sur le marché international.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Lesotho : hausse du taux directeur de 25 pdb à 7 % pour contenir les pressions inflationnistes**

Le comité de politique monétaire a rehaussé, en réponse aux pressions inflationnistes accrues, le taux directeur de +25 pdb à 7 %. En janvier, le taux d'inflation s'est élevé à 5,8 % en g.a après 5,1 % en décembre 2015, l'accélération des prix reflétant essentiellement la hausse des prix alimentaires (38,1 % de l'indice des prix à la consommation) en lien avec la sécheresse affectant la région ainsi que la dépréciation du loti face aux grandes devises. A noter que les réserves de change ont progressé de 5,7 % au 4^{ème} trimestre 2015, couvrant 5,9 mois d'importations. La Banque centrale a enfin confirmé la nette réduction de la croissance l'an dernier à 2,8 % après 3,6 % en 2014.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : Standard and Poor's révisé la perspective de sa notation de stable à négative**

L'agence de notation Standard & Poor's a révisé à la baisse, le 18 mars, la perspective sur la note souveraine de la Zambie, toujours classée B, en catégorie hautement spéculative. Dans son communiqué, l'agence a indiqué qu'en plus de la baisse des prix du cuivre, à l'origine de 70 % des recettes d'exportation du pays, les quantités produites de ce métal ont significativement baissé du fait de la réduction de l'offre énergétique et de la faible mobilisation des ressources fiscales. S&P s'est aussi particulièrement inquiété du dérapage des comptes publics, le rythme de creusement du déficit budgétaire devenant insoutenable alors que la dette publique est passée de 20 % du PIB en 2011 à 45 %.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : l'agence de notation Fitch maintient la note B**

Fitch a maintenu la note B pour le Ghana mais en la plaçant sous perspective négative. L'agence considère que le pays est toujours exposé à des chocs externes (principalement la chute des prix des matières premières dont le pétrole qui réduit fortement les recettes d'exportations) et internes (risque de dérapages budgétaires lors des élections, forte inflation et dépréciation du cedi). Pourtant, Fitch souligne les efforts du pays en termes de consolidation fiscale notamment, la réduction du déficit budgétaire à 7,2 % du PIB en 2015 (contre 10,2 % en 2014), estimé à 6,3 % en 2016 (le gouvernement ghanéen prévoit 5,3 %).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : départ du gouverneur de la Banque centrale

Après quatre ans à la tête de la Banque du Ghana, Henry Kofi Wampah a annoncé vouloir quitter de manière anticipée son poste à la fin du mois du mars, alors que son mandat courait jusqu'au 5 août. Le bilan de son mandat reste mitigé, compte-tenu de sa difficulté à contenir l'inflation (18,5 % en février 2016) et la dépréciation du cedi, qui a perdu 22 % de sa valeur en 2015. Il a également été marqué par la négociation du programme FMI d'un montant de 918 M USD sur trois ans. Son successeur n'a pas encore été désigné.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le pays consolide son excédent commercial en 2015

Grâce à une bonne orientation des termes de l'échange (hausse du prix mondial du cacao et baisse de celui du pétrole), la Côte d'Ivoire a consolidé en 2015 son excédent commercial qui atteint désormais 1,9 Md EUR (+56 %), soit un taux de couverture de 120 %. Ses exportations, dominées à 40 % par le cacao, ont connu une progression plus soutenue (+17,7 %, 11,3 Mds EUR) que ses importations (+12 %, 9,4 Mds EUR). La baisse en valeur des achats de pétrole a été compensée par la bonne tenue des autres postes d'import (appareils et machines, véhicules et céréales notamment). La France, avec une part de marché de 14 % (contre 12 % en 2014), demeure son deuxième fournisseur derrière le Nigéria (15 %), et devant la Chine (13 %).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire: le Maroc renforce ses intérêts économiques

La coopération économique entre le Maroc et la Côte d'Ivoire s'est significativement renforcée au cours de ces dernières années. Entre 2012 et 2015, le roi Mohamed VI a effectué trois visites dans la capitale économique ivoirienne. Ces visites ont donné lieu à la signature de plusieurs contrats en faveur des entreprises marocaines qui représentent en nombre 22 % des entreprises agréées en Côte d'Ivoire en 2015. Le Maroc est cette année l'invité d'honneur de la Foire internationale d'Abidjan qui se tient du 24 mars au 5 avril. En marge de cet événement, les autorités ivoiriennes ont annoncé que les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 200 M USD en 2015, contre 80 M USD en 2010.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : classé au 127^{ème} rang dans le rapport mondial 2016 sur le bonheur

Le rapport mondial sur le bonheur (*The World Happiness Report 2016*) réalisé par *The United Nations Sustainable Development Solutions Network*, classe le Congo au 127^{ème} rang sur 156 pays. Le rapport se base sur plusieurs critères tels que le PIB par habitant, l'espérance de vie, l'assistance sociale, la liberté, la générosité, la perception de la corruption, l'éducation, la santé, la culture... La République du Congo serait donc un pays "moins heureux" que le Cameroun (114) et la République Démocratique du Congo (125), mais "plus heureux" que le Gabon (134), le Tchad (144) ou encore le Burkina Faso (145).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : la croissance de la production pétrolière minore l'impact de la baisse des cours et de la récession du secteur non pétrolier**

Selon la BEAC, le taux de croissance du PIB en 2015 se situerait à 3,3 %. Le PIB pétrolier enregistrerait une croissance de 35,8 % (10,4 % en 2014) grâce à un doublement de la production (150 000 barils en 2015 contre 75 000 barils en 2014). Le PIB non pétrolier par contre se contracterait de 1,7 % (+6,3 % en 2014). Pour le FMI en revanche, la croissance totale ne serait que de 1,8 % et le PIB non pétrolier se serait réduit de 3 %.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : la dégradation de la situation financière requerrait une baisse des investissements publics et des aides supplémentaires**

Une récente mission du FMI a confirmé la dégradation de la situation financière du Tchad. Plus de 200 Mds FCFA d'arriérés de paiement auraient été accumulés vis-à-vis des entreprises et le besoin de financement pour finir l'exercice 2016 s'élèverait au même montant. Il pourrait être comblé par une réduction de 130 Mds FCFA des investissements pour 383 Mds budgétés, et des aides extérieures supplémentaires de 70 Mds FCA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **BOAD : un bénéfice en hausse de 5 % en 2015**

L'essentiel des indicateurs de l'exercice 2015 de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) sont au vert. À commencer par son résultat net bénéficiaire qui s'établit à 8,8 Mds FCFA (+ 5,24 % par rapport à 2014) au terme de l'exercice 2015. Au cours de cet exercice, le total de bilan a atteint 1 783, 64 Mds FCFA, contre 1 658,47 Mds FCFA l'année précédente (+7,6%). Enfin, le produit net bancaire a, quant à lui, atteint 32,614 Mds FCFA (+10 %). L'endettement de la banque régionale est dans les clous de la réglementation régionale. Son ratio d'endettement — le rapport entre l'encours des emprunts et les fonds propres — est de 155,8 %, alors que la norme statutaire le fixe à 300 %.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Angola : une population de plus de 25 millions d'habitants

Sur les bases actualisées du recensement organisé en 2014, publiées le 24 mars dernier par l'Institut National des Statistiques, la population angolaise serait de 25,8 millions d'habitants, dont près de 7 millions pour la seule capitale Luanda. Les femmes représenteraient 51,5 % de la population globale. Le dernier recensement général datait de 1970.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : l'Inde débloque 5 M USD d'investissements

L'ambassadeur d'Inde en Angola a annoncé le 19 mars dernier que son pays avait débloqué une enveloppe de 5 M USD, destinée à la mise en œuvre de projets en Angola en 2016. L'agriculture, le tourisme et l'éducation ont été cités comme secteurs potentiels de ces investissements. Des propositions plus concrètes sont attendues lors de la deuxième édition du Forum d'affaires *Huíla Invest*, prévu en octobre, et auquel compte participer l'Inde.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : la Chine structure sa présence dans le pays

La création le 17 mars dernier d'une Chambre de Commerce Angola/Chine (CAC) a pour objectif de faciliter les investissements chinois en Angola, les partenariats sino-angolais et les exportations angolaises vers la Chine. Sont notamment mis en avant la diversification de l'économie angolaise, la réduction des importations de produits alimentaires et le renforcement des rentrées de devises pour justifier l'Angola comme terre d'accueil des entreprises industrielles chinoises. La réalisation régulière d'évènements commerciaux dans les deux pays est programmée, en particulier afin de valoriser le potentiel des entreprises chinoises dans les domaines agricole et industriel.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : hausse des investissements italiens en Ouganda

Une délégation de l'agence italienne pour le développement et la coopération a récemment visité la sous-région du West-Nile (Est du pays), afin d'y étudier les opportunités d'investissement. 35 entreprises italiennes implantées en Ouganda ont annoncé des investissements dans la construction, l'agriculture et la production, pour un montant total attendu de 151 M USD. Ces investissements pourraient créer 3 000 emplois. L'entreprise italienne Uganda Vinci Coffee est ainsi en train d'établir une usine de traitement du café à Kampala, pour un coût de 80 M USD. Selon l'*Ugandan Revenue Authority*, les exportations de l'Ouganda vers l'Italie s'élevaient à 95 M USD en 2014. L'Italie a importé 44 M USD de produits en Ouganda cette même année.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : maintien de la note B+ du Rwanda par Standard & Poor's**

L'agence de notation Standard & Poor's a maintenu les notes de crédit souverain en devises étrangères et monnaie locale à respectivement B+ et B. En revanche les prévisions ne sont plus stables mais négatives, à cause des risques concernant la balance des paiements. Si le faible endettement du pays, sa forte croissance, son climat des affaires et les volontés de réforme du gouvernement sont encourageants, le Rwanda est considéré comme trop dépendant des fluctuations du prix des matières premières. L'évolution des sources de financement de l'Etat inquiète les analystes, la part des subventions diminuant au profit des prêts.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Nigéria : kidnapping de 5 membres d'équipage d'un pétrolier suite à une attaque de pirates dans le golfe de Guinée**

Le 26 mars au large de Port Harcourt, le pétrolier Sampatiki a été attaqué par des pirates en provenance du Nigéria. Les assaillants sont restés à bord pendant 5 heures, et sont repartis avec 5 otages – quatre officiers et un ingénieur. Le Sampatiki appartient à l'armateur grec Avin International, et est géré par la société singapourienne Transnav Ship Management. Les pirates nigériens se tournent de plus en plus vers le kidnapping, étant donné que le vol de pétrole devient moins rentable. Le nombre de prises d'otage dans le cadre d'attaques de pirates est en augmentation, avec 4 incidents depuis le début de l'année 2016, soit le nombre de kidnappings au cours de l'année 2014.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 10 chantiers pour améliorer le climat des affaires**

Le 15 mars 2016 s'est tenu à Douala la 7^{ème} session du *Cameroon Business Forum* (CBF), plateforme de dialogue entre l'Etat et le secteur privé réunissant cette année plus de 200 participants. Fort de l'appui des équipes de *Doing Business*, le gouvernement a dressé une liste de mesures assorties d'indicateurs de réalisation et visant à s'attaquer aux causes des contre-performances du pays en matière de développement des entreprises. Parmi les principales mesures, on pourra noter des mesures destinées à faciliter la création d'entreprise, l'obtention du permis de construire, l'accès à l'électricité, le transfert de propriété, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats, et le paiement des impôts.

✉ fayez.samb@cm.grassavoye.com

▼ **Guinée Equatoriale : une délégation de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) se rend à Malabo**

Le président de l'union des Exportateurs de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), Mario Costa, accompagné d'une délégation d'entreprises de la CPLP, s'est rendu fin mars à Malabo afin de présenter des projets pour dynamiser le secteur privé équato-guinéen et participer à la diversification économique du pays. A l'issue de ce séjour, l'organisation d'un forum d'entreprises issues de la CPLP, dans le but d'attirer des investissements privés dans le secteur agricole, le tourisme et l'industrie a été annoncée. Des projets de formation de jeunes entrepreneurs seraient mis en place.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **RDC : adoption par le Sénat de deux projets de loi sur les investissements italiens et Sud-Africains**

Le Sénat a voté lundi 28 mars 2016, deux lois autorisant la ratification par le gouvernement de deux accords de promotion et de protection des investissements signés à Kinshasa, le premier le 31 août 2004 entre la RDC et l'Afrique du Sud, , le second RDC le 13 décembre 2006 entre l'Italie et la RDC.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Mali : concertation autour de projets d'infrastructures routières et aéroportuaires dans le nord du pays

Le ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement (METD) a organisé les 24 et 25 mars 2016 une grande concertation sur le développement des infrastructures routières et aéroportuaires dans le nord du pays. Cinq projets routiers sont étudiés dont la construction et de bitumage de la route Koro – Douentza – Tombouctou (323 km) ou l'axe Gao-Tourem-Touassa (130 km) pour lesquels la BAD a manifesté son intérêt. Plusieurs projets aéroportuaires sont également étudiés parmi lesquels la réhabilitation de l'aéroport de Gao et la construction de l'aéroport de Kidal. Ces projets visent à désenclaver le pays dont la densité routière est l'une des plus faibles du monde (2km/100km²).

✉ gildas.louvel@twobirds.com

▼ Signature d'un accord de trafic aérien entre Ethiopian Airlines et RwandAir

L'Éthiopie et le Rwanda ont signé un accord de trafic aérien permettant à leur compagnie nationale respective (Ethiopian Airlines et RwandAir) de desservir les deux pays sans restriction, aussi bien pour le trafic de passagers que pour le cargo. Le principal élément de cet accord concerne les droits de cinquième liberté : chacune des deux compagnies peut utiliser l'autre comme hub afin de transporter des passagers dans un pays tiers. Cet accord est pour l'instant limité au continent africain, mais pourrait potentiellement s'étendre sur d'autres régions. Ethiopian Airlines, qui est déjà actionnaire du togolais Asky et de Malawi Airlines, étend ainsi sa stratégie « multi-hub » pour alimenter son hub en trafic.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : financement de 70 M USD approuvé par la Banque mondiale pour soutenir l'agriculture en Tanzanie

La Banque mondiale a approuvé un financement de 70 M USD pour le programme tanzanien de développement agricole SAGCOT. Ce projet vise à attirer des investissements privés dans le secteur de l'agrobusiness à hauteur de 2,1 Mds USD sur les 20 prochaines années, afin de mettre en production commerciale 350 000 hectares par des petits agriculteurs. Le nombre de bénéficiaires directs est estimé à 100 000 ménages de petits fermiers (environ 500 000 personnes) ; 420 000 nouveaux emplois pourraient être créés pour sortir 2 millions de personnes de la pauvreté. La forte croissance du pays n'a pas entraîné le développement des zones rurales, où vivent 80 % des ménages les plus pauvres.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : prêt de 15 M EUR du Fonds Koweïtien pour le développement économique Arabe (FKDEA)

Un prêt de 9,8 Mds FCFA (15 M EUR) a été accordé le 24 mars dernier au Togo par le FKDEA. Ce prêt devrait financer la réhabilitation du tronçon routier Sokodé-Bassar (tronçon de 73 km). Le FKDEA intervient déjà dans le pays, à travers des prêts et dons en faveur notamment du secteur agricole togolais.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : prêt de 50 M USD de la Banque mondiale pour le développement du tourisme**

Ce prêt a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque le 25 mars dernier. A mobiliser par l'Association internationale de développement (IDA), il devrait financer un projet qui sera exécuté sur les cinq prochaines années (2016-2021). L'objectif visé est entre autres (i) d'élargir et d'améliorer l'offre touristique par la modernisation des sites et des infrastructures et (ii) de renforcer les capacités managériales et sectorielles, en améliorant les cadres institutionnel, législatif et réglementaire, les statistiques et les sources de financement du secteur. Le secteur du tourisme est la deuxième source de rentrées de devises du pays et le troisième employeur après l'agriculture et le commerce.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 63 Mds FCFA de subvention du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**

Sur cette subvention, 59 Mds FCFA seront affectés à la lutte contre le VIH/sida et 4 Mds FCFA à celle contre la tuberculose. Il est à noter que le Cameroun, compte tenu du niveau de son PIB par habitant, devrait rapidement perdre son accès aux ressources du Fonds mondial.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : taux important de brunissement interne des pommes Fuji

Des niveaux de brunissements internes extrêmement élevés (jusqu'à 80 %) ont été relevés en 2015 sur les cargaisons de pommes Fuji à destination de l'Extrême-Orient. Cela a eu pour conséquence de susciter des plaintes envers les exportateurs sud-africains et une perte de confiance des importateurs dans les pommes Fuji d'Afrique du Sud. Il ne semble y avoir toutefois aucun lien entre le brunissement des pommes et le type ou le lieu de stockage. Les raisons de cette forte incidence de brunissement pour la saison 2015 sont donc inconnues à ce jour. Le Dr Ian Crouch de l'organisation ExperiCo a publié un rapport sur les pratiques à observer pour réduire le risque de brunissement interne des pommes.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : AgriSA et WeChat Africa s'associent pour soutenir les agriculteurs face à la sécheresse

WeChat et AgriSA se sont associés pour créer une chaîne de donations via une application mobile afin d'aider les principales victimes de la sécheresse. Cette application va aider les agriculteurs et les travailleurs agricoles dans un contexte difficile où la sécheresse a pour conséquences des pénuries de nourriture, d'eau et de fourrage. Le processus de donation est simple et le PDG d'AgriSA s'est dit très favorable à l'idée d'utiliser cette technologie pour aider autant de Sud-Africains que possible. Il suffit aux donateurs d'avoir accès à Android ou iOS pour télécharger l'application et faire un don. Le premier don leur est automatiquement remboursé par WeChat sous forme de remise.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Libéria : GVL envisage de vendre ses plantations d'huile de palme.

Après avoir investi 290 M USD au Libéria depuis 2010, l'entreprise GVL envisage de revendre ses plantations à un consortium constitué d'une entreprise indonésienne et d'une firme européenne, en raison de conflits avec les communautés locales qui accusent la société d'accaparement des terres. GVL est une filiale de l'entreprise Golden Agro Resources, basée en Indonésie, qui est le deuxième plus gros producteur d'huile de palme au monde.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 6^{ème} édition du Salon international de l'agriculture (SIAGRI) à Bamako

La 6^{ème} édition du SIAGRI a débuté le jeudi 24 mars 2016 sous le thème de la mécanisation. Cette édition mobilise près de 400 exposants de 16 nationalités pour une durée de 11 jours. Le Salon est axé sur quatre volets : (i) l'exposition des produits, (ii) la programmation de symposiums, (iii) des rencontres professionnelles (iv) et un concours des animaux qui constitue l'événement phare du Salon. Le Mali reste un pays agricole avec un potentiel irrigable estimé à plus de 22 millions d'hectares. L'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière occupent près de 80 % de la population active et représente 15 % du budget 2016.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : une hausse de 11 % de la production du riz**

La production de riz paddy (non décortiqué) atteindrait 2,712 millions de tonnes sur la campagne 2016/2017, en hausse de 11% par rapport à la campagne précédente. L'objectif affiché était d'atteindre 2,6 M de tonnes durant cette campagne. Pour la campagne 2017/2018, le gouvernement malien envisage d'investir près de 78 M EUR. Environ 70 % de cette subvention devrait servir à l'achat d'engrais. Des améliorations dans l'infrastructure d'irrigation sont également prévues.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Éric-Bastien Ballouhey se diversifie**

Le français Éric-Bastien Ballouhey, fondateur des Grands Moulins de Mauritanie, accélère la diversification de ses activités. En mai, il lancera en Mauritanie la production de son usine de pâtes alimentaires, d'une capacité de 12 000 tonnes par an. En parallèle, il travaille à structurer une véritable filière avicole dans le pays : la création d'un couvoir et d'un abattoir est évoquée. Hors de Mauritanie, Éric-Bastien Ballouhey mise aussi sur Rougier, producteur de bois et négociant, dont il est propriétaire d'une part très minoritaire du capital, et qui dispose de plus de 2 millions d'hectares de forêt dans quatre pays d'Afrique centrale. Là aussi, des diversifications sont en vue : les énergies renouvelables (biomasse) et la promotion immobilière.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Angola : EDF investit dans le secteur du gaz naturel liquéfié**

EDF Trading Ltd et l'entreprise angolaise de liquéfaction de gaz, LNG Ltd, viennent de conclure un accord portant sur la vente et la livraison de gaz naturel liquéfié (LNG) à partir de Soyo sur la période 2016-2018. La reprise des livraisons de LNG angolais est attendue pour juillet prochain à destination du marché européen. Ces dernières ont été interrompues au premier trimestre 2014 après 4 chargements en raison d'une défaillance du système de brulage du gaz. L'infrastructure est détenue à hauteur de 36,4 % par Chevron, 22,8 % par l'entreprise publique Sonangol et, à parts égales de 13,6 %, par BP, Total et Eni. L'objectif de production est de 5,2 Mio de tonnes de LNG par an pour une capacité de 30 M de m³/jour.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : Technip remporte un contrat auprès de Total E&P Angola**

Technip Angola Engenharia Limitada, une co-entreprise entre Technip et Sonangol, a annoncé le 10 mars 2016 avoir remporté un contrat de trois ans auprès de Total E&P Angola pour des services d'ingénierie destinés à plusieurs unités flottantes de production, stockage et déchargement (FPSO Girassol, Pazflor, Dalia et CLOV) et au développement des champs sous-marins associés à ces FPSO situés au niveau du bloc 17. Le contrat englobe l'ingénierie, l'assistance technique, le management, la supervision, la coordination ainsi que les activités liées à la fourniture des équipements et court jusqu'à fin 2018.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : contrat pour le projet éolien du Turkana remporté par Bolloré Africa Logistics**

Bolloré Africa Logistics, filiale du groupe Bolloré a été retenue pour assurer les prestations de logistique (opérations douanières, manutention et transport) du projet de ferme éolienne du lac Turkana par Vestas Wind Systems, l'un des principaux contractants du projet. Ce projet porte notamment sur l'installation de 365 éoliennes fournies par le groupe danois Vestas Wind Systems, qu'il faut acheminer du port de Mombasa vers le site dédié situé à 1220 kms. Le projet est le plus gros investissement privé de l'histoire du Kenya (600 M EUR) et, avec une capacité de 310 MW, la centrale éolienne sera la plus importante du continent africain.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : intégration du programme « Scaling Solar »**

La Société Financière Internationale (IFC) et Madagascar ont conclu le 21 mars 2016 un accord de partenariat pour le développement de 30 à 40 MW d'énergie solaire dans le cadre de l'initiative Scaling Solar, dont seuls la Zambie et Sénégal ont déjà bénéficié. Ce programme innovant combinant différents services du groupe de la Banque mondiale (expertise et garanties) permettra au gouvernement de mobiliser rapidement des financements privés pour assurer une fourniture en énergie solaire transparente, compétitive et à moindre coût. Ces capacités solaires seront directement raccordées au réseau d'Antananarivo, mais aussi de Mahajunga et Nosy Be. Le montage et la réalisation du projet, assurés par le secteur privé, se feront en deux ans.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : accord sur la distribution par Umeme de l'électricité produite par deux centrales**

Le groupe Umeme a révélé le 21 mars qu'il distribuera aux consommateurs l'électricité produite par les centrales de Karuma (180 MW) et d'Isimba (600 MW), dont la mise en service est prévue pour 2018 et 2020 respectivement. Les deux projets ont été financés à 80 % par le gouvernement chinois, à travers la banque d'import-export de Chine. La signature de l'accord de distribution entre Umeme, l'*Uganda Electricity Transmission Company Ltd* et l'*Uganda Electricity Distribution Company Ltd* constituait l'une des conditions du prêt. Ceci pourrait rassurer les investisseurs d'Umeme, incertains du renouvellement de la concession accordée jusqu'en 2025. Le groupe distribue 90 % de l'électricité produite en Ouganda.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Eskom a déposé deux demandes de licences d'installation pour la construction de nouveaux réacteurs nucléaires**

Le régulateur nucléaire sud-africain (NNR) a annoncé avoir reçu deux demandes de licences d'installation de la part de l'opérateur public d'électricité Eskom pour la construction de nouveaux réacteurs nucléaires sur les sites de Thyspunt dans l'Eastern Cape et Duynefontein dans le Western Cape. Cette annonce fait écho au souhait du gouvernement de disposer de 9 600 MW supplémentaires d'énergie nucléaire d'ici 2030, programme pour lequel un appel à propositions (« RFP ») est attendu. NNR a fait savoir que le processus d'autorisation comprendrait un examen et une évaluation approfondie de la sécurité des sites et de leur conformité à la réglementation.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : inauguration de la plus grande ferme solaire d'Afrique

Le développeur de projets d'énergies renouvelables Solar Capital a inauguré son projet de ferme solaire De Aar 3 (De Aar est une ville de la Province du Northern Cape), ajoutant 90 MW de capacités aux 85 MW de son projet De Aar 1, mis en service en août 2014, et correspondant à plus de 500 000 panneaux solaires installés. A cette occasion, la ministre de l'Energie sud-africaine a déclaré que le projet solaire De Aar était à ce jour la plus grande ferme solaire en Afrique et même dans l'hémisphère sud. Cette ferme a nécessité un investissement de 5 Mds ZAR, dont 25 % financés par les entreprises locales et le *Public Investment Corporation* sud-africain (PIC) et 75 % par la Standard Bank sud-africaine et la Deutsche Bank.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : baisse de la contribution du secteur minier au budget de l'Etat

En 2015, la fiscalité minière, basée principalement sur le secteur aurifère, a rapporté à l'Etat burkinabé 284 M EUR, contre 293 M EUR en 2013. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse du cours international de l'or, la production de cette matière première étant restée quasi stable (36,35 tonnes d'or en 2015 contre 36,28 tonnes en 2013).

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Vivo Energy innove pour doubler Total

Le groupe, qui commercialise les carburants et lubrifiants de marque Shell en Afrique, veut poursuivre sa progression dans le pays où il a développé son deuxième plus vaste réseau (182 stations-service) après celui du Kenya. Après y avoir injecté, depuis 2012, plus de 35 Mds FCFA dans la construction et la réhabilitation de stations-service, Vivo Energy envisage d'investir le même montant au cours des cinq prochaines années pour renforcer sa présence. Ses futurs projets porteront sur la réhabilitation de boutiques, le développement de nouveaux produits et la construction de nouvelles stations. Pour rattraper son retard sur Total en Côte d'Ivoire, Vivo Energy mise aussi sur une nouvelle génération de stations-service.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Mali : la mine de Morila fermera en 2019

Annoncée en fin de vie dès 2008 pour une fermeture définitive programmée en 2013, la mine d'or de Morila prolongera son activité jusqu'en 2019, en raison de réserves d'or plus importantes que prévu, a déclaré le ministre des Mines, Boubou Cissé. En 2015, 4,7 tonnes d'or ont été extraites de Morila et le gouvernement projette une production d'environ 2,8 tonnes cette année. Cette mine d'or – détenue par le britannique Randgold Ressources, le sud-africain AngloGold Ashanti et le Mali – a produit 209 tonnes d'or depuis le début de son exploitation en 2000, selon les chiffres communiqués par le ministre des Mines. Après l'Afrique du Sud et le Ghana, le Mali est le troisième producteur d'or du continent.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Industries

▼ Innoson vient de signer un accord pour fournir à l'armée de l'air nigériane des pièces détachées destinées à ses avions de combat

Le constructeur automobile fournira des pièces de rechange pour les Alpha Jet appartenant à l'armée de l'air nigériane qui connaît des difficultés d'approvisionnement. L'armée nigériane aurait 12 Alpha Jet en service. Innoson Vehicule Manufacturing (IVM), une filiale du groupe Innoson appartenant à l'homme d'affaire Innocent Chukwuma, a commencé à produire des véhicules commerciaux en 2007, tels que des autocars, avant de lancer une gamme de voitures individuelles, la première à être produite au Nigéria. Basé dans l'Etat d'Enugu, IVM emploie plus de 7 000 personnes et a une capacité de production de 10 000 véhicules par an.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Unilever dope sa capacité de production de mayonnaise

Le Premier ministre ivoirien a inauguré le 25 mars dernier, la nouvelle usine de fabrication et d'emballage de mayonnaise de la filiale ivoirienne du groupe anglo-hollandais Unilever, spécialisé dans la production de biens de consommation. D'un coût global de 9 M EUR, cette nouvelle unité industrielle produira 10 000 tonnes de mayonnaise par an, pour le marché local et régional. Au-delà de cette installation, Unilever ambitionne de contrôler la chaîne d'approvisionnement de son usine. À cette fin, il prévoit d'investir dans la culture de soja et de maïs dans le nord du pays, afin de produire à l'horizon 2020 environ 15 000 tonnes de soja et 10 000 tonnes de maïs par an.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Géocoton signe un contrat de 52 M EUR avec la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT)

La société française Géocoton (groupe Advens) a été chargée de la construction des deux nouvelles unités d'égrenage de la CMDT. Elle est également chargée de réhabiliter les trois unités existantes de cette Compagnie. Le coût global de ces travaux est de 52 M EUR. Les deux nouvelles unités ajouteront une capacité d'égrenage de 100 000 tonnes et devraient être opérationnelles dans 15 mois. Quant aux trois usines existantes, leur modernisation permettra d'accroître de 20 % leur capacité actuelle. Ces investissements sont financés en partie par la Banque ouest-africaine de développement à travers un prêt de 22,9 M EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : le gouvernement précise la faisabilité financière de sa réforme du système de santé

En publiant en décembre dernier un Livre blanc traçant les principaux aspects financiers de la future National Health Insurance (NHI), le ministre de la Santé sud-africain a concrétisé une phase majeure de l'ambitieux projet de réforme du système de santé sud-africain. Le projet de loi de la NHI s'articule plus précisément autour du lancement d'une assurance santé publique à l'échelle nationale, couplée à la rénovation et à la construction de 43 hôpitaux et 213 cliniques sur l'ensemble du territoire. En amont du lancement définitif de la NHI, une phase pilote prometteuse a été mise en œuvre depuis 2012 dans 11 sites sur le territoire national.

✉ olivier.makpolo@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : SAA reporte à fin avril la publication de ses états financiers**

Le ministre sud-africain des Finances vient de demander au président de l'Assemblée nationale un nouveau report d'un mois (fin avril) pour le dépôt des états financiers 2015 de South African Airways (SAA), dont la présentation, attendue initialement pour février, avait déjà été repoussée à la mi-mars du fait de ses difficultés financières. SAA, qui est toujours en attente de l'attribution d'une nouvelle garantie d'Etat de l'ordre de 4 à 5 Mds ZAR, devra également revoir la composition de son conseil d'administration et évoquer sa fusion éventuelle avec Mango et SA Express.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **En Afrique du Sud, Naspers tire le premier**

Tout-puissant grâce aux droits de retransmissions sportives qui protègent son bouquet payant, DSTV, le groupe a créé Show Max : dix mille heures de contenus pour devancer Netflix. Les 5,6 millions d'abonnés à DSTV n'y trouveront toutefois rien de très nouveau. Show Max partage le même catalogue de droits que l'autre filiale de Naspers, notamment sur des séries américaines à succès ou des programmes en langues africaines de SABC, la télévision publique sud-africaine. Et l'investissement dans de nouvelles productions locales n'est pas la priorité. Naspers veut pousser son avantage en allant au-delà des téléspectateurs aisés et en englobant les townships et la clientèle pauvre sans carte de crédit, équipée de téléphones portables bon marché sous Android.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Maurice : le tourisme médical attirerait plus de 16 000 visiteurs par an**

En 2015, plus de 16 000 visiteurs se seraient rendus à Maurice pour soins médicaux, alors qu'ils n'étaient que 5 000 en 2005. Le « Medical Hub » mauricien attire des patients recherchant des soins dans des domaines comme la cardiologie, l'ophtalmologie, l'orthopédie dentaire, l'implant capillaire ou la chirurgie esthétique. Selon le BOI, en dehors des Français et des Britanniques, les principaux clients sont originaires de la région (Madagascar, Seychelles, Afrique du Sud, Réunion). Les autorités ont pour objectif d'atteindre 100 000 patients à l'horizon 2020. Le 1^{er} salon consacré au tourisme médical doit se tenir à Maurice les 28 et 29 mai 2016.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : stratégie d'expansion d'Orange Madagascar**

A l'occasion de la présentation de la nouvelle plateforme de marque du groupe Orange, qui s'inscrit dans le plan stratégique intitulé « Essentiels 2020 », Michel Barré, Directeur général d'Orange Madagascar a précisé les ambitions de cet opérateur afin de consolider sa position de leader des télécommunications à Madagascar. Sur la période 2015–2020, Orange Madagascar prévoit d'investir 160 M USD dans le développement de ses réseaux de télécommunications. Sont également prévus le lancement de la 4G et l'élargissement des services d'Orange Money, son système de mobile Banking. Toutes les offres de produits et services sont désormais centrées sur 6 thèmes : la famille, le fun, le travail, l'argent, le bien-être et la maison.

✉ beaumont@ccifm.mg

▼ **Nigéria : Ntel vient d'annoncer la remise en service du câble sous-marin SAT-3/WASC**

La société nigériane Ntel vient de terminer les réparations du segment assurant la liaison entre le Nigéria et le câble sous-marin SAT-3/WASC. Le câble sous-marin SAT-3/WASC est le plus long câble sous-marin de communication du monde, reliant le Portugal à l'Afrique du sud, assurant des connexions avec plusieurs pays africains le long de sa route. Le câble SAT-3/WASC est relié au câble SAFE en Afrique du sud, qui assure le transit des données jusqu'en Malaisie. Hors service depuis 15 mois, le câble a été déplacé hors des voies de navigation vers le port de Lagos et ses capacités de traitement ont également été augmentées. Ces réparations devraient permettre d'améliorer la vitesse du réseau internet nigérian.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : de fortes taxes paralysent le secteur de l'aviation**

D'après le vice-président Afrique de l'Association internationale du transport aérien, l'introduction de la TVA de 17,5 % en juillet 2015 sur les vols domestiques a été contreproductive. En effet, l'attractivité des vols domestiques au Ghana a été fortement réduite, la population préférant le transport routier, plus économique. De plus, le prix du litre de kérosène y est le plus élevé d'Afrique de l'ouest en raison des fortes taxes (3,14 USD, contre 2,3 USD au Nigéria et au Bénin), incitant davantage les compagnies à se fournir dans les pays limitrophes.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : l'AFD signe sa plus importante opération de prêt en Afrique dans les secteurs sociaux**

L'AFD vient de conclure avec le Gouvernement Gabonais deux importantes conventions de prêt destinées à financer des projets structurants dans les secteurs sociaux. La première convention, d'un montant de 50 M EUR, finance la phase 2 du Projet d'appui au Plan National de Développement Sanitaire. La seconde convention, d'un montant de 154 M EUR, finance le Projet d'Investissements dans le Secteur Educatif (PISE). Avec un total d'engagements de 709 M EUR, l'AFD se positionne comme l'un des tout premiers partenaires techniques et financiers du Gabon.

✉ picardy@afd.fr

ENTREPRISES

▼ Maurice : la Bank of China s'installe à Maurice

4^{ème} établissement bancaire mondial en termes de fonds propres, la Bank of China, a obtenu de la Banque centrale de Maurice (BoM) une licence qui devrait lui permettre d'être rapidement opérationnelle. L'établissement financier chinois pourrait s'installer dans la zone économique de Jin-Fei, proche de Port-Louis, en cours d'aménagement par le groupe chinois Shanxi Investment. Un des objectifs de la Bank of China est de canaliser les investissements chinois destinés à l'Afrique. La Chine est l'un des tous premiers bailleurs de fonds bilatéraux de Maurice avec un montant cumulé de l'ordre de 500 M EUR (subventions + prêts).

✉ jerome.chastenet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Plus de 100 000 sociétés off-shore installées aux Seychelles

Depuis l'introduction de la *Seychelles International Business Companies Act* en 1994, plus de 100 000 compagnies étrangères – désignées sous l'acronyme GBC - se sont installées dans l'archipel à des fins d'optimisation fiscale. Ces entreprises sont sous la supervision de la Financial Services Authority / FSA, créée en 2013. Une nouvelle réglementation du secteur financier off-shore serait envisagée afin de gommer l'image de paradis fiscal attachée aux Seychelles. Dans le domaine fiscal, la FSA a signé plusieurs accords sur l'assistance mutuelle et l'échange de renseignements (dont un tout récemment avec Maurice).

✉ jerome.chastenet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Nigéria : rachat du site de commerce électronique DealDey par la société Ringier Africa Deals Group

Une joint-venture nouvellement créée entre le suisse Ringier Africa AG et le sud-africain Silvertree Internet Holdings, Ringier Africa Deals Group vient de racheter le site de commerce électronique DealDey pour un montant qui n'a pas été rendu public. Le secteur de commerce électronique est en pleine restructuration au Nigéria : en effet, certaines sociétés sont durement affectées par la dégradation de la conjoncture, tandis que des investisseurs étrangers continuent à affluer, attirés par les forts taux de croissance de l'économie digitale. En termes de fréquence d'usage de sites de commerce électronique, Jumia est le leader du marché avec une part de 58 %, suivi par Konga (30 %) et Aliexpress (5 %).

✉ victor.berenger@dgtrésor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Togo: nouvelles dates pour le forum Africain sur l'investissement hôtelier**

Prévu les 5 et 6 avril prochains, le Forum africain sur l'investissement hôtelier (AHIF) aura finalement lieu les 21 et 22 juin 2016 à Lomé. Le report était intervenu en raison d'un retard dans la livraison de l'hôtel Radisson Blu où se déroulera la conférence.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : visite du Président Kaboré en France et au Medef International**

Le Président du Burkina Faso, Rock Marc Christian Kaboré, se rendra en visite officielle en France en début de semaine prochaine. A cette occasion, il sera reçu, le 6 avril, au Medef International où il rencontrera les entreprises françaises désireuses de se développer sur le marché burkinabé.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

